

Arrêté n° 87/2025/ENV du 13 NOV. 2025
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SAGRAM
sur la commune d'IGNEY

La Secrétaire générale de la préfecture des Vosges
chargée de l'administration de l'État dans le département,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 4 juillet 2024 portant nomination de Madame Anne CARLI en qualité de sous-préfète de l'arrondissement d'Epinal, Secrétaire générale de la préfecture des Vosges ;
- Vu le décret du 22 octobre 2025 portant cessation de fonctions de Madame MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;
- Vu l'instruction du ministre de l'Intérieur du 23 mars 2021 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à IGNEY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 111/2021 du 03 février 2021 portant changement d'exploitant au profit de la société SAGRAM de la carrière exploitée sur la commune d'IGNEY ;
- Vu la demande du 07 février 2025 complétée le 25 juin 2025 présentée par la société SAGRAM dont le siège social est situé 14 rue de la Prairie 88190 Golbey, sollicitant la renouvellement de l'autorisation d'exploiter de la carrière sise sur la commune d'Igney pour une durée de 15 ans ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 08 juillet 2025 (réf : S-25-752R) de l'inspection des installations classées concluant que la demande de renouvellement sollicitée est une modification notable conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 46/2025/ENV du 24 juillet 2025 définissant les modalités de Participation du Public par Voie Electronique (PPVE) sur la demande de renouvellement, pour une durée de 15 ans, d'une autorisation environnementale présentée par la société SAGRAM pour poursuivre l'exploitation d'une carrière située sur le territoire de la commune d'IGNEY ;
- Vu la consultation de la commune d'IGNEY ;

- Vu le rapport et les propositions en date du 16 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 25 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail en date du 4 novembre 2025 ;

Considérant que la demande de renouvellement a été sollicitée conformément à l'article R. 181-49 du livre I du code de l'environnement ;

Considérant l'absence d'observations, de remarques du public sur la demande de renouvellement de la carrière

Considérant l'avis favorable de la commune d'IGNEY sur la demande de renouvellement de la carrière ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011 modifié et par le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant la vacance momentanée du poste de préfet dans le département des Vosges ;

Considérant qu'en application de l'article 45 du décret n° 2004-374 susvisé, en cas de vacance momentanée du poste de préfet, l'intérim est assuré de droit par la Secrétaire générale de la préfecture ;

Sur proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

– CONDITION D'EXPLOITATION

Exploitant titulaire de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011 modifié autorisant la société SAGRAM à exploiter une carrière sur la commune d'IGNEY est modifié comme suit :

Abrogation

Le dernier alinéa de l'article 5.2 et l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011 sus visés sont abrogés et remplacés par les prescriptions suivantes.

Durée de l'autorisation

Le dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011 est modifié et complété comme suit :

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 19 juillet 2041. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Phasage de l'exploitation

L'exploitation sera menée suivant le principe du réaménagement coordonné au plan de phasage d'exploitation.

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 1 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.

- GARANTIES FINANCIÈRES

Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 88 683 € T.T.C pour la phase 1 de 2025 à 2030 ;
- 61 837 € T.T.C pour la phase 2 de 2030 à 2035 ;
- 47 060 € T.T.C pour la phase 3 et 4 à partir de 2035 jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières par arrêté préfectoral.

Les montants ont été calculés en tenant compte des indices suivants :

- TP01 (base 2010 - juin 2025) = 130,5 ;
- Indice de raccordement à l'ancienne base TP01 = 6,5345 ;
- TVA = 20 %

Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation ;
- pour la remise en état du site ;
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 par la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 par l'exploitant au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunal compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 ou, le cas échéant, de la

prise de l'arrêté prévue au IV de l'article R. 512-39-3, la cessation est réputée achevée et les garanties financières levées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-AMPLIATION

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie d'IGNEY ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Droit des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

Sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGRAM.

Fait à Épinal, le

13 NOV. 2025

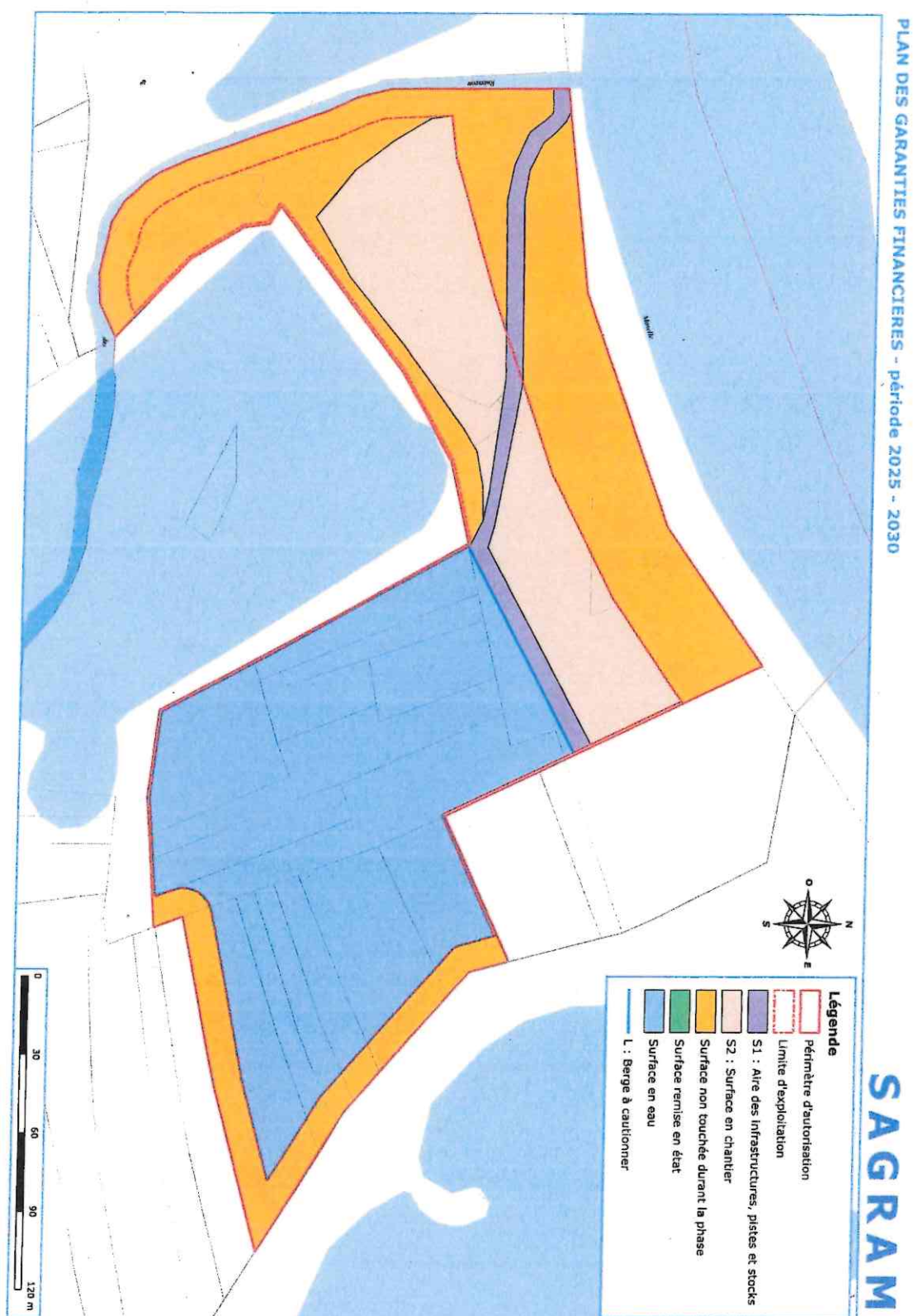
La Secrétaire générale de la
préfecture des Vosges

chargée de l'administration
de l'État dans le
département

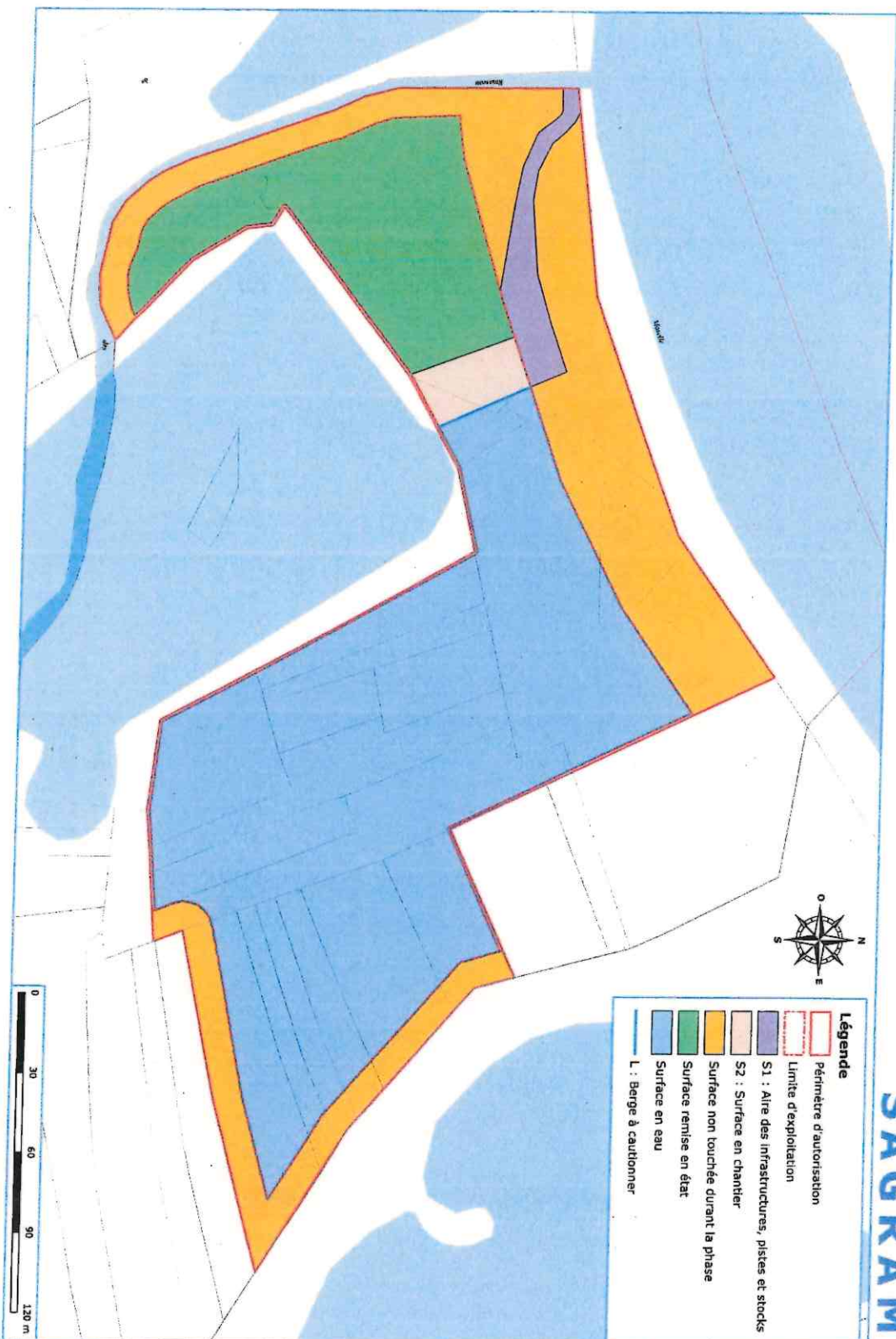

Anne CARLI

- ANNEXE

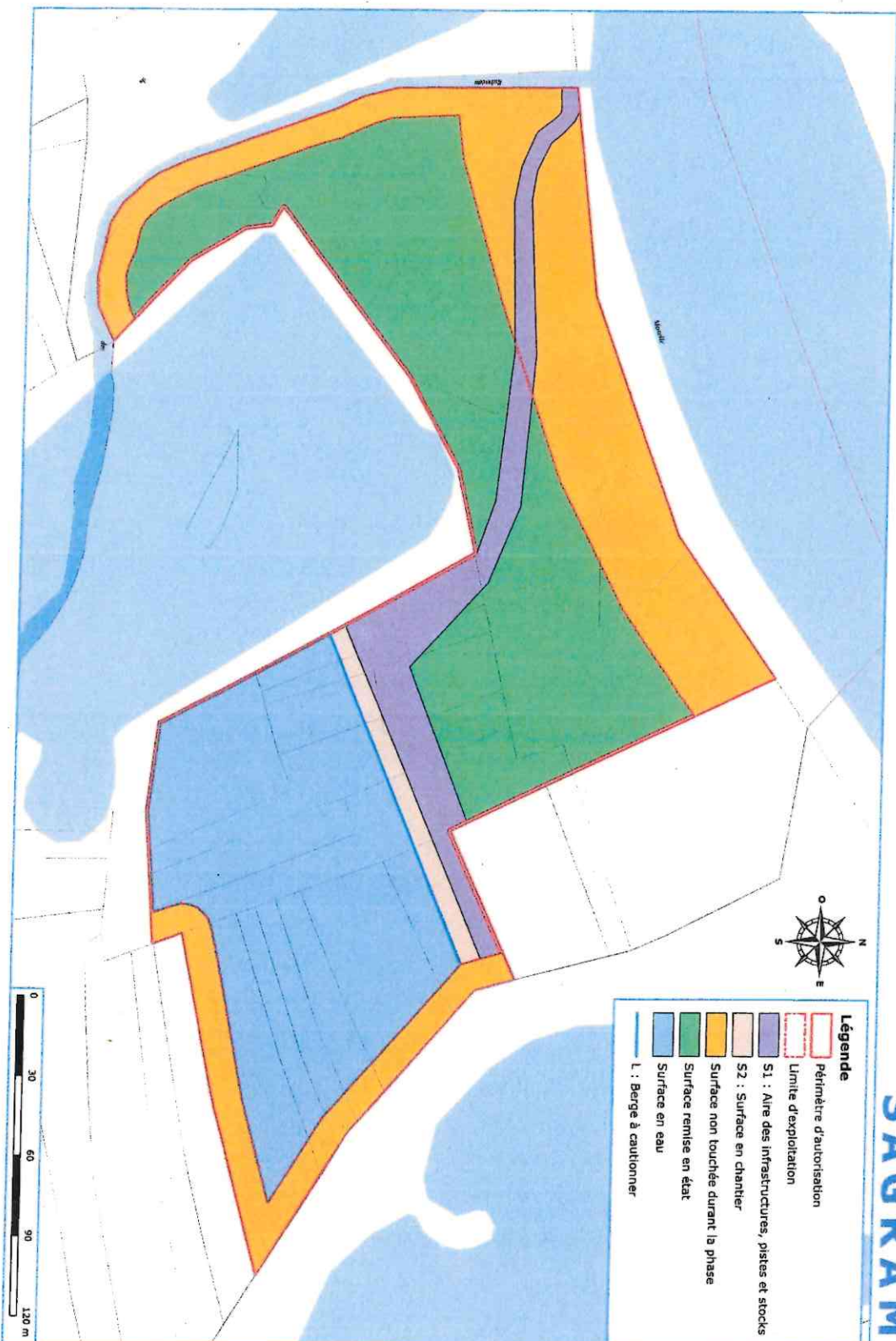
Plan de Phasage



SAGRAM



SAGRAM



SAGRAM

